



La Commune



Propos de délégués

CGT - Retour du 47^e congrès

A la fin de la manifestation parisienne du 3 avril, plusieurs militants de la CGT se réunissent dans un café et tirent le bilan, pour notre journal, du congrès tout récent de leur confédération. l'un d'entre eux y a participé comme délégué.

A la fin de la manifestation parisienne du 3 avril, plusieurs militants de la CGT se réunissent dans un café et tirent le bilan, pour notre journal, du congrès tout récent de leur confédération. l'un d'entre eux y a participé comme délégué.

A priori, ce congrès était taillé sur mesure pour avaliser le point de vue de la direction confédérale. Il y avait 75% de nouveaux délégués " nous dit ce délégué qui précise : "mais cette configuration particulière du congrès de Montpellier n'a pas empêché que s'élèvent de nombreuses critiques, fermes et directes". Cette résistance au sein de la CGT se reflète, de toute façon, dans les votes. Un bon quart des congressistes n'a pas voté pour les documents présentés par la direction confédérale et près de 16% des délégués ont carrément voté contre. C'est une première dans l'histoire de la CGT depuis 1947. Et si Thibault est réélu, il l'est en 38^{ème} position.

Sur la question des licenciements, ce délégué rapporte : "la direction confédérale considère que l'exigence de l'interdiction des licenciements est une incantation et estime qu'il faudrait aboutir à ce que le coût des licenciements soit plus important que le coût du maintien en activité !" et sur cette question centrale, le délégué de Métaleurop interpelle les dirigeants de la CGT en accusant : "la confédération n'a pas la volonté de confédérer les conflits, la fédération de la Métallurgie incite à l'accompagnement des plans de restructuration".

Le débat rebondit à nouveau sur les 35 heures. Pour le délégué du Commerce, " 35 heures " riment avec "précarité, flexibilité, annualisation et multiplication des SMIC" et représentent donc une "dégradation". Un délégué retraité-cheminot tente alors d'atténuer cette critique en disant que les 35 heures servent surtout à des "gains de productivité" dont le MEDEF est seul responsable et non la loi Aubry en tant que telle. Mais un représentant du secteur de l'agro-alimentaire en tire un bilan plus cru : "les 35 heures, c'est l'augmentation des cadences".

Interpelée à plusieurs reprises, sur la participation de la CGT au comité intersyndical de l'épargne salariale, la représentante de la direction confédérale, Maryse Dumas répond : "la CGT est contre la loi Fabius de 2000 mais cette loi existe. On ne peut pas pratiquer la politique de la chaise vide. Ça peut représenter un 13^{ème} voire un 14^{ème} mois pour les salariés !". Et non sans une pointe de cynisme, elle fait remarquer que "90% des amendements en faveur du retrait du CIES (Comité intersyndical de l'épargne salariale) viennent du Public", s'ingéniant à son tour à opposer salariés du public et salariés du privé. Elle oublie de rappeler que la loi Fabius sur l'épargne salariale volontaire, antichambre des fonds de pension, ne peut pas s'appliquer sans le concours direct des syndicats.

Autre pierre d'achoppement : la revendication des 37,5 annuités pour tous, public-privé. La direction confédérale a en effet décidé d'abandonner purement et simplement ce mot d'ordre qu'elle juge "insuffisant".

"Il règne un sentiment de frustration" note le délégué qui nous retrace les débats houleux de ce congrès confédéral. Il est particulièrement choqué par l'attitude du Comité Confédéral National (le CCN) sortant vis à vis des comités de chômeurs CGT. Le CCN, direction de la confédération entre deux congrès, a voté contre la présence en son sein de représentants des comités de chômeurs CGT. Mais spontanément de nombreux congressistes votent pour la présence de ce représentant, auquel il ne manquera que très peu de voix pour être élu. Ce résultat sera accueilli par des sifflets et des huées.

l'élection de la direction confédérale, elle-même, est sujet à tensions. Thibault devra monter à la tribune pour tenter de recadrer cette élection. On l'a vu, il n'est élu, pour sa part, qu'à la 38^{ème} position. Maryse Dumas est élue à la 47^{ème} position seulement. Quant à Jean-Christophe Le Duigou, il est le numéro 50 ! Voilà qui donne un aperçu de la façon dont sont perçus les trois dirigeants les plus importants de la CGT.

"Oui, il y a eu du sport" souligne le délégué qui nous raconte le congrès. "Malgré les 75% de nouveaux délégués, assistant pour la première fois à un congrès." La résistance au syndicalisme d'accompagnement des réformes gouvernementales et des plans de restructuration prôné par Thibault-Dumas-Le Duigou s'approfondit, même " filtrée " par un congrès de ce type. Pour preuve, les nombreux manifestants du 3 avril, du public comme du privé, ont fait bloc autour de l'exigence des 37,5 pour tous, celle-là même dont Thibault et consorts ne veulent plus entendre parler et qu'ils rayent d'un trait de plume de leurs appels.

Modifié le lundi 20 juin 2005

Voir aussi dans la catégorie France

La formation professionnelle en miettes - Première partie

Dossier du mois La loi El Khomri a mis en route le « Compte Personnel d'Activité » (CPA). Un « compte » qui aurait pu aussi bien s'appeler « Compte de Précarité Assurée », sous couvert... >>

Vers un Manifeste de La Commune

Comme l'avait déjà annoncé Marx, le capitalisme condamne des masses considérables d'êtres humains « mourir de faim dans un monde d'abondance ». Comme l'avait annoncé Jaurès : «... »

Urgence - Hôpital

Les hôpitaux sont la proie des prédateurs au pouvoir. S'appuyant sur des lois, des décrets, des réformes de rationnement et de rentabilisation de la santé, au nom de « la maîtrise des... »

Comment Macron et Collomb traquent les réfugiés

Une Europe qui refuse d'accueillir les réfugiés. En France, malgré les discours démagogiques de Macron les réfugiés demeurent aux yeux de tous ces politiciens le fardeau qu'ils veulent... »

Contre Mélenchon

Contribution de Daniel Petri. Ci-dessous le sommaire et la préface. Vous pouvez retrouver l'intégralité de contribution en PDF joint. (Voir partie II) >>

La violence policière « en marche »

L'état d'urgence, reconduit à plusieurs reprises depuis deux ans, a jeté une lumière crue sur la violence policière de l'État. Les « bavures » sont nombreuses, de plus en plus graves,... >>
